



UNSA Territoriaux CUS

Immeuble de la Bourse - 1^{er} étage



Poste 39707 ou 38307 - Tél. : 03 88 60 97 07



unsa.syndicat@strasbourg.eu



UNSA CUS : <http://unsacus.facite.com/>



UNSA UD 67 : <http://unsa.territoires67.facite.com/>

Janvier 2011 - N° 44

UNION NATIONALE DES
SYNDICATS AUTONOMES



PROCHAINS CONCOURS ET EXAMENS

Examen d'éducateur des activités physiques et sportives
hors classe (CDG 68, en convention avec le CDG 67)

Examen de conseiller des activités physiques et
sportives (CDG GCIDF, en convention avec le CDG 67)

Examen d'attaché principal (CDG 54, en convention
avec le CDG 67)

Préinscription : avant le 2 février 2011

Examen de rédacteur chef (CDG 68, en convention
avec le CDG 67)

Préinscription : avant le 9 février 2011

Concours d'ingénieur (CDG 67)

Préinscription : avant le 16 février 2011

Concours d'assistant qualifié de conservation du
patrimoine (CDG 90, en convention avec le CDG 67)

Préinscription : 25 janvier - 23 février 2011

Le Comité syndical
et les délégué(e)s
du syndicat UNSA Territoriaux
de la CUS
vous souhaitent
une très bonne année 2011

L'ANNÉE 2011 COMMENCE FORT !

Certains hommes politiques ont vraiment eu du mal à passer le réveillon

Après le recul social qu'a représenté en 2010 la réforme des retraites, il y a eu dans les premiers jours de l'année un feu nourri **contre les 35 heures** !

Venant de tous bords

Toucher à la durée légale du travail, voire la supprimer, constituerait pour l'**UNSA** une **régression insupportable**.

Le jeu à peine calmé - *mais, le Président de la République a eu une position plutôt ambiguë sur le sujet des 35 heures* -, le Président du groupe majoritaire à l'Assemblée Nationale a semé le trouble, par ses propos provocateurs, en prônant le **développement du contrat** dans la **fonction publique** !

L'**UNSA** est profondément attachée à une **Fonction Publique** disposant d'un **statut général**.

Et ces annonces risquent de nuire aux **négociations** sur les **non titulaires** qui se sont ouvertes le **11 janvier 2011** et qu'attendent un grand nombre d'agents non titulaires, souvent en situation de grande précarité.

Dire que le mois de janvier n'est pas encore terminé

Cela promet pour les 11 prochains mois de cette année !



PAIEMENT DE LA PENSION ET RÉMUNÉRATION

La loi n° **2010-1330** du **9 novembre 2010** portant **réforme des retraites** prévoit à son article **46** :

- d'une part, que la **pension** ou la rente viagère d'invalidité est **due** à compter du **premier jour** du **mois** suivant la **cessation de l'activité**; lorsque la liquidation de la pension intervient par limite d'âge ou invalidité, elle est due à compter du jour de la cessation de l'activité (*pas de changement*);
- d'autre part, que la **rémunération** est **interrompue** à compter du **jour** de la **cessation de l'activité** (*jusqu'à présent, le traitement était assuré jusqu'à la fin du mois en cours*).

Ces mesures sont applicables aux pensions liquidées à compter du **1^{er} juillet 2011**.

C'est une des **dispositions** en **faveur** des fonctionnaires, et notamment des **fonctionnaires territoriaux**, que le gouvernement a décidé de supprimer sans en avoir fait beaucoup de publicité.

Dans la pratique, pour éviter d'avoir un vide entre la fin du versement de la rémunération et le début du paiement de la pension, il faudra donc que le départ en retraite se fasse au dernier jour du mois.



AGENDA SOCIAL BILAN ET CALENDRIER 2011

Lors de la réunion **«Agenda social»** du mardi **21 décembre 2010**, l'administration a présenté un **bilan d'étape** de l'**agenda social 2009/2010**.

Tout en soulignant les aspects positifs, notamment les mesures concernant le pouvoir d'achat, l'**UNSA** a surtout relevé les points négatifs, en particulier le **protocole d'accord sur le droit syndical**.

Pour l'avenir, il n'y aura plus qu'une réunion «Agenda social» **tous les 2 mois**. Un **groupe technique** sera réuni par contre **tous les mois**.

Le **calendrier 2011** des **réunions «Agenda social»** s'établit comme suit :

- 10 février 2011,
- 14 avril 2011,
- 9 juin 2011,
- 22 septembre 2011,
- 9 novembre 2011,
- 8 décembre 2011.



NOUVEAU DISPOSITIF DU CET À LA CUS

La **délibération** sur le **nouveau dispositif** du **compte épargne-temps** sera soumis au **Conseil de Communauté** le **28 janvier 2011**.

Les dispositions suivantes sont proposées :

En - :

- limiter les possibilités d'épargne-temps à 60 jours maximum,
- supprimer l'alimentation des CET par tout ou partie de la prime de fin d'année, les jours de congés pour permanences électorales, les jours de congés médailles, et les heures supplémentaires.

En + :

- supprimer la durée de 10 ans et créer un CET «sans limite de temps»,
- modifier les conditions du temps épargné : pas d'épargne minimale, utilisation possible dès le premier jour d'épargne et sans règle de préavis autre que celles en vigueur pour les congés de délasserment,
- autoriser l'alimentation du CET avec des heures de RTT travaillées et non récupérées.

Précisons que tous les jours épargnés par les agents dans le dispositif CUS actuel seront transférés et conservés dans le nouveau CET, même s'ils dépassent le maximum de 60 jours.



CONSOMMATION DES ASA EN 2010

Lors de la réunion **«Agenda social»** du mardi **21 décembre 2010**, un point a été fait sur la **consommation** des **autorisations spéciales d'absence** en **2010**, dans le cadre du protocole d'accord sur le droit syndical.

Alors que nous ne disposons que du **7^e** quota d'**autorisations spéciales d'absence «Délégués»**, l'**UNSA** est le **3^e** consommateur en la matière. L'**UNSA** a utilisé **90 %** de son **enveloppe** (*intégrant à la fois les ASA «Délégués» et les ASA utilisées pour compléter un poste de permanent syndical*).

Cela reflète parfaitement le niveau d'activité des syndicats de la CUS.



AGENTS NON TITULAIRES

La **négociation** sur les agents **non titulaires** dans les trois fonctions publiques a commencé le mardi **11 janvier 2011**.

Un document d'orientation avait été transmis en fin d'année dernière par le ministre de la fonction publique aux organisations syndicales participantes.

A l'issue de la réunion, les syndicats ont diffusé le communiqué commun suivant :

«A l'occasion de l'ouverture des négociations sur les conditions d'emploi des agents non titulaires de la Fonction publique, les organisations syndicales CFDT-CFTC-CGC-CGT-FSU-SOLIDAIRES-UNSA ont dénoncé la progression de la précarité dans les 3 versants de la Fonction publique et exigé l'amélioration de la situation des agents contractuels qu'elles considèrent comme un enjeu majeur.

Les personnels et les organisations syndicales attendent beaucoup de ces négociations, en particulier :

- *un dispositif de titularisation accessible à tous les agents non titulaires et non aux seuls CDI;*
- *la limitation drastique des cas de recours au contrat;*
- *le retrait du «contrat de projet» inscrit dans le document d'orientation.*

Les organisations syndicales ont rappelé avec force que les emplois permanents de la Fonction publique, quels qu'ils soient, doivent être occupés par des fonctionnaires titulaires.

Elles ont entendu le ministre certifier qu'aucun sujet ne serait tabou.

Elles s'affirment maintenant disponibles pour des négociations qui doivent s'engager, dans un cadre multilatéral, sur les bases qu'elles ont définies et portées ensemble devant le Ministre.»

La négociation devrait durer 2 mois et aboutir à l'élaboration d'un projet de loi.

Le document de 12 pages du gouvernement intitulé **«Orientations pour la modernisation des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique»** ne prévoit des **concours réservés** que pour la **titularisation** des agents en **CDI**.



DÉMARCHE «CONDITIONS DE TRAVAIL» À LA DSS

Une réunion intersyndicale ayant pour objet un **point d'étape** sur la démarche pilote **«Conditions de travail»** au sein de la Direction des **Solidarités** et de la **Santé** s'est tenue le jeudi **6 janvier 2011**.

L'administration nous a présenté le **pré-diagnostic** réalisé par le **Cabinet ALGOE** à partir des **réponses** des **agents** au **questionnaire**.

346 agents, soit **83,6 %** des agents ayant répondu au questionnaire, ont évoqué au moins **une situation problématique** (les agents pouvaient évoquer jusqu'à 3 situations problématiques).

Les situations problématiques ont été classées sous **9 thèmes**, dont les 3 les plus fréquemment évoqués au niveau de l'ensemble de la Direction sont :

- Agressivité des usagers (**23 %**),
- Difficultés du métier (**19 %**),
- Surcharge de travail (**17 %**).

La démarche se poursuivra par l'organisation par le Cabinet ALGOE :

- de **réunions** de **groupes de travail**, entre fin janvier 2011 et la 2^e semaine de février 2011,
- d'**entretiens** avec les cadres (chefs de service, direction, responsables des unités territoriales, etc...).

Les différents groupes de travail seront composés en principe de **12 agents volontaires** (il sera procédé à un tirage au sort s'il y a trop d'agents volontaires).

La **restitution** du **diagnostic complet**, avec des **préconisations d'actions**, devrait avoir lieu en **mars** ou **avril 2011** (un calendrier précis nous sera transmis).



RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

La loi n° **2010-1563** du **16 décembre 2010** de **réforme des collectivités territoriales** (voir **Journal n° 43 de Décembre 2010**) a été publiée au **Journal Officiel** du **17 décembre 2010**.

JOURNAL N° 44 de Janvier 2011 - 3



TEXTES PUBLIÉS AU JOURNAL OFFICIEL EN DÉCEMBRE 2010 ET JANVIER 2011



JO du 18 décembre 2010

- Décret n° **2010-1584** du 17 décembre 2010 portant **relèvement** du **salaire minimum de croissance**

A compter du 1^{er} janvier 2011, le **montant** du **SMIC** est porté à **9,00 €** l'heure.

JO du 31 décembre 2010

- Décret n° **2010-1734** du 30 décembre 2010 relatif à l'**âge d'ouverture** du **droit à pension de retraite** et portant **application** des articles **17, 20 (II)** et **21 (III)** de la loi n° **2010-1330** du 9 novembre 2010 portant **réforme des retraites**

Ce décret concerne notamment les **assurés du régime général**, en particulier dans les **collectivités territoriales** les **agents non titulaires** et les **fonctionnaires à temps non complet** travaillant **moins de 28 heures** par semaine. Il **modifie** ainsi des **dispositions** relatives à la **retraite anticipée** pour **longue carrière**.

- Décret n° **2010-1740** du 30 décembre 2010 portant **application** de **diverses dispositions** de la loi n° **2010-1330** du 9 novembre 2010 portant **réforme des retraites** aux **fonctionnaires**, aux militaires et aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat

Ce décret modifie notamment plusieurs articles du décret n° **2003-1306** du 26 décembre 2003 modifié relatif au **régime de retraite** des **fonctionnaires** affiliés à la **Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales**, dont :

- l'article 7 : la **durée de services minimale** pour **acquérir** le **droit à une pension** de la **CNRA** est fixée à **deux ans**;
- l'article 8 : la **validation** des **services** de **non titulaire** ne sera plus **possible** que pour les **fonctionnaires titularisés** au plus tard le **1^{er} janvier 2013**.

- Décret n° **2010-1741** du 30 décembre 2010 portant **application** aux **fonctionnaires**, aux militaires et aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat des **articles 44** et **52** de la loi n° **2010-1330** du 9 novembre 2010 portant **réforme des retraites**

Ce décret transpose notamment à la **CNRA** les dispositions de l'article 44 de la loi portant **réforme des retraites** relatif aux **fonctionnaires parents de 3 enfants**.

Il définit également les **conditions** de **prise en compte** des **périodes** ayant donné lieu à une **interruption** (au moins 2 mois) ou à une **réduction** (service à temps partiel d'au moins 4 à 7 mois, en fonction de la quotité) de l'**activité** lors de la naissance des enfants.

JO du 31 décembre 2010

- Décret n° **2010-1744** du 30 décembre 2010 relatif aux **conditions d'attribution** du **minimum garanti** dans les **régimes de retraite** des **fonctionnaires** et des ouvriers de l'Etat

Ce décret transpose notamment pour la **CNRA** l' de la loi n° **2010-1330** du 9 novembre 2010 portant **réforme des retraites**. Les **conditions d'attribution** sont alignées sur celles fixées pour le **minimum garanti** dans le régime général.

- Décret n° **2010-1748** du 30 décembre 2010 pris pour l'application de l'**article L. 25 bis** du **code des pensions civiles et militaires de retraite**

Ce décret définit les **nouvelles conditions** à remplir pour pouvoir bénéficier d'une **retraite anticipée** pour **carrière longue**.

Il s'applique également aux **fonctionnaires** relevant de la **CNRA**.

- Décret n° **2010-1749** du 30 décembre 2010 portant **relèvement** du **taux de cotisation** des **fonctionnaires**, des militaires et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat

Le **taux de cotisation** à la **CNRA** évolue entre 2011 et 2020 de **8,12 %** à **10,55 %** (le taux jusqu'en 2010 était de 7,85 %).

JO du 14 janvier 2011

- Décret n° **2011-51** du 13 janvier 2011 portant **relèvement** du **minimum de traitement** dans la **fonction publique** et **attribution** de **points d'indice majoré** à certains personnels civils et militaires de l'Etat, **personnels** des **collectivités territoriales** et des établissements publics de santé

Des **points d'indice majoré** sont **attribués** aux **premiers échelons** des **échelles de rémunération 3 à 5** comme suit :

- **3 points** aux échelons **1 à 4** de l'**échelle 3**;
- **3 points** aux échelons **1 à 3** de l'**échelle 4**;
- **3 points** aux échelons **1 et 2** et **1 point** à l'échelon **3** de l'**échelle 5**.

Des **points d'indice majoré** sont également **attribués** au **début** de la **catégorie B** comme suit :

- **1 point** à l'échelon **1** du **premier grade** du **B-type** (ex. : rédacteur);
- **3 points** aux échelons **1 et 2** du grade de **moniteur-éducateur**.

Les **points d'indice majoré** sont attribués avec effet au **1^{er} janvier 2011**.